

**Extraits du Rapport semestriel Banque Triodos 2024, publié le 22 août 2024.
Fragmenten uit het Halfjaarverslag 2024 van Triodos Bank, gepubliceerd op 22 augustus 2024.**

**Concerne les procédures légales en cours, pages 64 à 66 du rapport.
Betreft lopende juridische procedures, pagina's 64 t/m 66 van het rapport.**

*Rapport original en anglais, traduction via Google translate
Origineel rapport in het Engels, vertaling via Google Translate*

NL versie pagina 4

La Banque Triodos est impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires initiées par les titulaires de DR. La direction évalue l'issue des questions juridiques et prend des provisions lorsque la sortie attendue de ressources économiques en ce qui concerne ces questions est plus probable qu'improbable et que le montant peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est constituée pour les affaires contre la Banque Triodos pour lesquelles une sortie de ressources attendue ne peut être estimée de manière fiable ou qui ne sont pas plus susceptibles qu'improbables d'entraîner une sortie de ressources.

Procédures civiles intentées par les titulaires de DR

Après la suspension de la négociation, la (décision de poursuivre une) cotation sur MTF et l'annonce de la valorisation des DR à des fins fiscales (qui était inférieure à la dernière valeur liquidative communiquée), la Banque Triodos a reçu des plaintes et des réclamations de certains détenteurs de DR et a fait l'objet d'une attention médiatique négative.

Plusieurs procédures civiles ont été engagées contre la Banque Triodos par les détenteurs de DR. Ces procédures sont actuellement pendantes en Espagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. La majorité des procédures civiles en cours ont été déposées en Espagne par des titulaires individuels de DR. Il n'y a pas de procédure au Royaume-Uni. Vous trouverez ci-dessous un résumé des procédures judiciaires en cours contre la Banque Triodos.

Espagne

Réclamations individuelles dans le cadre d'une procédure sur le fond.

En Espagne, au 30 juin 2024, 739 actions en justice de titulaires individuels de DR dans le cadre d'une procédure sur le fond ont été déposées. Le nombre total de DR impliqués est de 536 627 (ndlr : voir note 1). Les plaignants affirment principalement qu'ils n'ont pas été suffisamment informés sur les risques et les caractéristiques des DR et que cela donne droit à l'annulation de l'achat ou à un droit à indemnisation. Ou bien ils prétendent qu'il y a eu rupture de contrat parce que la Banque Triodos a modifié unilatéralement ses obligations

contractuelles essentielles envers les titulaires de DR et que cela donne droit à la résiliation du contrat ou à une indemnisation. Au 30 juin 2024, il y avait eu 251 jugements en première instance dans des procédures sur le fond en Espagne. Dans 118 jugements, les demandes ont été rejetées, dont 107 ont fait l'objet d'un appel de la part des demandeurs et quatre sont devenues définitives et irrévocables en faveur de la Banque Triodos parce que le verdict n'a pas fait l'objet d'un appel. Dans 133 jugements, les demandes du demandeur ont été accordées, dont 105 ont fait l'objet d'un appel de la Banque Triodos et 11 jugements sont devenus définitifs et irrévocable dans la mesure où la Banque Triodos n'a pas fait appel de ces jugements ou a retiré son appel. Dans 20 cas où les demandes du plaignant ont été accueillies, les jugements ont été provisoirement exécutés bien que les affaires soient toujours pendantes en appel. Deux des recours (un déposé par la Banque Triodos et un déposé par un titulaire de DR) ont entre-temps été tranchés en faveur de la Banque Triodos en juin 2024, pour l'un de ces cas le demandeur s'est pourvu en cassation.

Si tous les jugements dans lesquels les demandes des plaignants ont été accordées et pour lesquels la Banque Triodos a fait appel (122 affaires et 77 775 DR) devenaient définitifs, les frais auxquels les plaignants pourraient avoir droit sont estimés à environ 1,9 million d'euros et l'impact négatif sur les capitaux propres suite au rachat de DR est estimé à environ 5,1 millions d'euros. La Banque Triodos a fourni une estimation des frais auxquels le plaignant pourrait avoir droit (1,9 million d'euros).

Les Pays-Bas

Menace de litige collectif contre TriodosBank.

La Banque Triodos est consciente des actions potentielles suivantes de la part de trois groupes d'intérêt d'organismes de réclamation :

Les titulaires de certificats Stichting Banque Triodos (« SCTB ») et la Banque Triodos étudient les moyens de parvenir à un accord sur un ensemble de mesures financières et non financières visant à permettre une normalisation des relations avec les titulaires de certificats DR. Jusqu'à présent, aucun accord de ce type n'a été trouvé et la SCTB a déclaré publiquement qu'elle examinerait la possibilité d'une nouvelle procédure d'enquête auprès de la Chambre des entreprises. Aucune démarche de ce type n'a été initiée à la date de ce rapport. La Banque Triodos estime que le renouvellement des procédures juridiques n'est pas dans l'intérêt des parties prenantes de la Banque Triodos et continue de s'efforcer de parvenir à un accord réalisable pour les deux parties.

La Stichting Triodos Tragedie (« Triodos Tragedie ») a envoyé à la Banque Triodos une lettre de mise en demeure accompagnée d'un projet d'assignation le 15 avril 2024. Triodos Tragedie est une fondation qui vise à représenter les intérêts des titulaires de DR mécontents. Dans le projet d'assignation, plusieurs réclamations ont été formulées. Triodos Tragedie réclame principalement la résiliation des accords entre la Banque Triodos et les titulaires de DR en raison d'une prétendue rupture de contrat et, soi-disant afin d'annuler la prestation déjà fournie dans le cadre de ces accords, ou à titre de compensation de dommages, le paiement par la Banque Triodos des VNI à une date encore non précisée pour tous les DR détenus par les Titulaires de DR représentés par la fondation.

L'organisation de réclamation Stichting Red Triodos a interrompu ses préparatifs juridiques et a orienté ses membres vers Triodos Tragedie, au cas où ils souhaiteraient participer à une action collective.

Plaintes et procédures individuelles

Au 30 juin 2024, aucune plainte pertinente n'est en cours auprès du Kifid, l'organisme extrajudiciaire néerlandais qui peut donner des avis (contraignants) sur les plaintes des consommateurs concernant les services financiers. Nous notons que Kifid a rendu 16 décisions antérieures en première instance, dans une décision les demandes des plaignants ont été rejetées et dans 15 cas, les demandes des plaignants ont été déclarées irrecevables. (ndlr : voir note 2).

En outre, deux titulaires individuels de DR ont engagé une procédure judiciaire aux Pays-Bas au 30 juin 2024. Dans l'un de ces cas, un jugement en première instance a été rendu et est définitif. La demande alternative a été invoquée et la demande principale a été rejetée. L'étendue des dommages (potentiels) résultant de ce jugement n'a pas encore été établie et l'affaire doit être renvoyée à une procédure de suivi pour qu'elle soit déterminée. La Banque Triodos a enregistré une provision pour ce dossier. Dans l'autre cas, une audience n'a pas encore eu lieu et la procédure sur le fond est donc actuellement pendante.

Belgique

En Belgique, une procédure judiciaire sur le fond est en cours au 30 juin 2024. Cette action en justice a été organisée par un groupe d'intérêt belge Trioforum. Une assignation a été signifiée à la Banque Triodos le 3 juin 2024, dans laquelle 388 demandeurs individuels sont identifiés (257 690 DR) (ndlr : voir note 3). SAAT est également désignée comme défendeur dans l'assignation. La demande principale de ces demandeurs concerne le (r)achat de leurs DR contre la valeur liquidative à compter de la date de l'assignation. La demande alternative détaille les dommages pour le même montant.

Allemagne

En Allemagne, il y a actuellement deux procédures (1 251 DR) sur le fond pendantes au 30 juin 2024.

Notes du Trioforum

- 1. Ce qui donne une moyenne de 726, 15 CA par détenteur.*
- 2. Ce Kifid correspond à notre Ombudsman des banques. L'échec de toutes les procédures montre combien ces organismes ne sont absolument pas à l'écoute du public dans des cas aussi spécifiques que le nôtre, à l'instar des autorités de contrôle, d'ailleurs.*
- 3. Ce nombre est évidemment supérieur actuellement. Nous connaissons le détail lors de l'audience du 12 septembre 2024.*

Triodos Bank is betrokken bij een aantal juridische procedures die zijn aangespannen door Certificaathouders. Het management beoordeelt de uitkomst van juridische zaken en neemt voorzieningen wanneer de verwachte uitstroom van economische middelen met betrekking tot dergelijke zaken waarschijnlijker is dan niet en het bedrag betrouwbaar kan worden geschat. Er worden geen voorzieningen getroffen voor zaken tegen Triodos Bank waarbij een verwachte uitstroom van middelen niet op betrouwbare wijze kan worden ingeschat of waarvan het niet waarschijnlijker is dat zij tot een uitstroom van middelen zullen leiden.

Civiele procedures door certificaathouders

Na de opschorting van de handel, het (besluit om een) MTF-notering na te streven en de aankondiging van de waardering van Certificaten voor belastingdoeleinden (die lager was dan de laatst gecommuniceerde intrinsieke waarde), heeft Triodos Bank klachten en claims ontvangen van bepaalde Certificaathouders en kreeg negatieve media-aandacht.

Er zijn door Certificaathouders meerdere civiele procedures tegen Triodos Bank aangespannen. Deze procedures zijn momenteel aanhangig in Spanje, Nederland, België en Duitsland. Het merendeel van de lopende civiele procedures is in Spanje aangespannen door individuele certificaathouders. Er zijn geen procedures in Groot-Brittannië. Hieronder vindt u een samenvatting van de lopende juridische procedures tegen Triodos Bank.

Spanje

Individuele claims in bodemprocedures

In Spanje zijn per 30 juni 2024 739 rechtszaken van individuele Certificaathouders in bodemprocedures aangespannen. Het totaal aantal betrokken Certificaten bedraagt 536.627 (zie nota 1). Eisers stellen primair dat zij niet voldoende zijn geïnformeerd over de risico's en kenmerken van Certificaten en dat dit recht geeft op ontbinding van de aankoop of recht op schadevergoeding. Of zij beweren dat er sprake is van contractbreuk omdat Triodos Bank haar essentiële contractuele verplichtingen jegens de Certificaathouders eenzijdig heeft gewijzigd en dat dit recht geeft op ontbinding van de overeenkomst of recht op schadevergoeding. Op 30 juni 2024 waren er in Spanje 251 uitspraken in eerste aanleg gedaan in bodemprocedures. In 118 vonnissen zijn de vorderingen afgewezen, waarvan er 107 door de eisers in hoger beroep zijn gegaan en vier daarvan definitief en onherroepelijk zijn geworden in het voordeel van Triodos Bank omdat er geen hoger beroep is ingesteld. In 133 vonnissen zijn de vorderingen van de eiser toegewezen, waarvan 105 door Triodos Bank in hoger beroep zijn gegaan en 11 vonnissen definitief zijn geworden en onherroepelijk omdat Triodos Bank geen hoger beroep heeft ingesteld tegen deze uitspraken en het beroep niet heeft ingetrokken. In twintig zaken waarin de vorderingen van de eiser werden toegewezen, zijn de vonnissen voorlopig ten uitvoer gelegd, hoewel de zaken nog in hoger beroep aanhangig zijn. Twee van de beroepen (één ingediend door Triodos Bank en één ingediend door een Certificaathouder) zijn inmiddels in juni 2024 in het voordeel van Triodos Bank beslist, voor één van deze zaken heeft eiseres cassatieberoep ingesteld.

Als alle vonnissen waarbij de vorderingen van de eiser zijn toegewezen en waarbij Triodos Bank in hoger beroep is gegaan (122 zaken en 77.775 Certificaten) definitief zouden worden, worden de kosten waar de eisers mogelijk recht op hebben geschat op circa EUR 1,9 miljoen

en de negatieve impact op het eigen vermogen als gevolg van de terugkoop van Certificaten wordt geschat op ongeveer EUR 5,1 miljoen. Triodos Bank heeft een schatting verstrekt van de kosten waar eiser mogelijk recht op heeft (EUR 1,9 miljoen).

Nederland

Er dreigt een collectieve rechtszaak tegen TriodosBank.

Triodos Bank is op de hoogte van de volgende mogelijke acties van drie belangenorganisaties van claimorganisaties:

Stichting Certificaathouders Triodos Bank ("SCTB") en Triodos Bank onderzoeken manieren om tot overeenstemming te komen over een pakket aan financiële en niet-financiële maatregelen om een normalisering van de relatie met Certificaathouders mogelijk te maken. Tot nu toe is een dergelijke overeenkomst niet bereikt en SCTB heeft publiekelijk verklaard de mogelijkheid van een nieuwe enquêteprocedure bij de Ondernemingskamer te zullen onderzoeken. Op de datum van dit rapport zijn dergelijke stappen nog niet ondernomen. Triodos Bank is van mening dat vernieuwde juridische procedures niet in het belang zijn van de stakeholders van Triodos Bank en blijft streven naar een voor beide partijen haalbare overeenkomst.

Stichting Triodos Tragedie ("Triodos Tragedie") heeft Triodos Bank op 15 april 2024 een verzoekbrief, vergezeld van een conceptdagvaarding, gestuurd. Triodos Tragedie is een stichting die tot doel heeft de belangen van ontevreden Certificaathouders te behartigen. In de conceptdagvaarding zijn diverse vorderingen opgenomen. Triodos Tragedie vordert primair ontbinding van de overeenkomsten tussen Triodos Bank en de Certificaathouders wegens een vermeende contractbreuk en, zogenaamd om de reeds geleverde prestatie op grond van deze overeenkomsten ongedaan te maken, of als schadevergoeding, de betaling door Triodos Bank van de NAV op heeft nog een onbepaalde datum voor alle Certificaten gehouden door Certificaathouders vertegenwoordigd door de stichting.

Claimorganisatie Stichting Red Triodos heeft haar juridische voorbereidingen gestaakt en haar leden verwezen naar Triodos Tragedie, voor het geval zij willen deelnemen aan een collectieve actie.

Individuele klachten en procedures

Per 30 juni 2024 zijn er geen relevante klachten meer in behandeling bij Kifid, de Nederlandse buitengerechtelijke instantie die (bindend) advies mag uitbrengen over klachten van consumenten over financiële diensten. Wij constateren dat het Kifid in eerste aanleg zestien eerdere uitspraken deed, waarbij in één uitspraak de vorderingen van klager werden afgewezen en in vijftien zaken de vorderingen van klagers niet-ontvankelijk werden verklaard (zie nota 2).

Daarnaast zijn per 30 juni 2024 twee individuele Certificaathouders in Nederland een gerechtelijke procedure gestart. In één van deze zaken is een vonnis in eerste aanleg geweest en is definitief. De subsidiaire vordering is toegewezen en de primaire vordering is afgewezen. De omvang van de (potentiële) schade als gevolg van dit vonnis staat nog niet vast en ter bepaling daarvan zal de zaak worden verwezen naar een vervolprocedure. Triodos

Bank heeft voor deze zaak een voorziening aangelegd. In de andere zaak moet nog een zitting plaatsvinden en is de bodemprocedure dus momenteel aanhangig.

België

In België loopt per 30 juni 2024 één gerechtelijke procedure ten gronde. Deze gerechtelijke procedure werd georganiseerd door een Belgische belangenorganisatie Trioforum. Op 3 juni 2024 is aan Triodos Bank een dagvaarding betekend, waarin 388 individuele eisers worden geïdentificeerd (257.690 Certificaten)(zie nota 3). In de dagvaarding wordt SAAT tevens als gedaagde genoemd. De primaire vordering van deze eisers betreft de (terug)koop van hun Certificaten tegen de NAV vanaf de datum van de dagvaarding. De subsidiaire vordering brengt een schadevergoeding van hetzelfde bedrag met zich mee.

Duitsland

In Duitsland zijn er momenteel per 30 juni 2024 twee bodemprocedures (1.251 certificaataanvragen) aanhangig.

Aantekeningen van het Trioforum

1. Wat een gemiddelde van 726,15 CA per houder oplevert.
2. Dit Kifid correspondeert met onze Ombudsman Banken. Het mislukken van alle procedures laat zien dat deze organisaties in zulke specifieke gevallen als de onze absoluut niet naar het publiek luisteren, zoals de toezichhoudende autoriteiten overigens.
3. Dit aantal is nu duidelijk hoger. De details zullen we weten tijdens de hoorzitting op 12 september 2024.